

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

messmer n° 3

la grande illusion

EDITORIAL

Simagrées, petit théâtre en rond, parodie, trompe-l'œil, les épithètes ne manquent pas pour qualifier la constitution du troisième gouvernement Messmer. A quoi bon, en effet, ce petit spectacle de mercredi dernier, où l'émoi de la matinée faisait place, dès l'heure du thé, à la tranquille certitude que M. Messmer retrouverait son poste. On ne peut donc s'étonner des sarcasmes de la presse et de l'opposition de gauche, ni de la hargne d'un Lecanuet décidément voué à jouer les dindons de la comédie que se donne le pouvoir établi.

MM. Pompidou et Messmer n'ont cependant pas manqué de donner leurs raisons. Faut-il voir un signe de la crise de l'Etat dans le fait qu'elles ne convainquent personne ? Il y a trop longtemps que le pouvoir invoque l'action, l'imagination, la solidarité et l'efficacité pour que ces mots puissent encore faire illusion. Aussi

leur répétition depuis quelques jours prend-elle une allure incantatoire, dont on mesure la parfaite vanité.

Comment peut-on affirmer sérieusement que le gouvernement définira un « nouveau style d'action » puisque, à l'exception de M. Marcellin, ce sont les mêmes qui restent aux postes-clés ? Comment peut-on affirmer sans rire que le nouveau gouvernement a été conçu pour mieux affronter les problèmes de l'énergie, alors que ceux-ci se posent depuis plusieurs mois et qu'un plan est prêt, certaines mesures ayant d'ores et déjà été annoncées ?

Reste l'argument de la cohésion dans l'action, de la solidarité de l'équipe gouvernementale, qui n'est pas plus satisfaisant que les autres : si M. Charbonnel doit son départ à ses prises de positions sur l'affaire Lip, d'autres demeurent en place — tels Giscard d'Estaing et Guichard — qui n'ont pas toujours témoigné d'une parfaite révérence quant aux décisions de MM. Pompidou et Messmer.

(suite page 3.)

"le projet royaliste"

**françois
perroux
répond**

pages 4 et 5

2 un effort nécessaire

Scolarisée à 95 %, reliée quotidiennement à Paris par la radio et la presse, et possédant un niveau de vie qui a sensiblement monté dans l'ensemble, la Martinique est presque considérée par ses voisins étrangers de la Caraïbe comme une sorte de « paradis terrestre ».

Paradis dont les limites structurelles de développement contraignent une bonne partie de ses habitants à l'émigration vers la métropole : l'agriculture traditionnelle n'emploie massivement la main-d'œuvre qu'une partie de l'année, le secteur tertiaire est parvenu à saturation, y compris dans le commerce.

IMMIGRATION ET ANTILLANITE

Français, ils n'ont évidemment besoin ni de carte de séjour ni de carte de travail. L'immigrant antillais jouit du droit de vote et des droits syndicaux sans restrictions. Le vie de tous les jours est cependant autre. Trop souvent assimilé à un immigrant étranger par une population mal informée sinon égoïste, le Martiniquais est généralement déçu dans ses espoirs. En se coupant du pays natal, nos compatriotes d'outre-mer ne trouvent souvent leur personnalité et leur originalité que pour la perdre. Et pourtant, l'Antillais qui veut accéder au plein épanouissement de ses facultés ne peut toujours le faire en demeurant dans le cadre des îles. Ainsi que l'explique Louis Achille (1), « *chercher dans l'antillanité une identité, c'est non pas retrouver je ne sais quelle pureté originelle, mais consacrer le métissage, mélange encore évolutif que constitue cette mini-civilisation tribulaire de trois continents, de deux races au moins et de deux cultures... C'est dans la conscience de cette ambivalence qu'il faut chercher la vocation et le développement des populations des Antilles... sans sacrifier un caractère à l'autre, mais en les développant tous.* »

En métropole, il y a donc toute une éducation à faire. Sur un autre plan, il en va de même à la Martinique, car l'émigration vers l'Europe ne saurait être le seul remède au problème démographique.

Depuis la levée de l'interdit touchant à la régulation des naissances on a assisté à une légère régression du taux de natalité et l'adoption depuis janvier dernier du décret spécifiant les mesures particulières applicables dans les trois D.O.M. insulaires permettra probablement une accentuation de cette baisse. Encore faudrait-il que cette action soit menée avec prudence et ne soit pas ressentie comme un quelconque alibi. L'émigration vers la Guyane française, pays le moins peuplé de toutes les régions intertropicales, reste également une des solutions d'avenir. Pour cela, il faudra vaincre des préjugés anciens et, surtout, une volonté politique nationale pour assurer la mise en valeur d'un vaste territoire qui possède de nombreux atouts. Il est fatal qu'au fur et à mesure que la Guyane se développera sous l'impulsion de la métropole et par son voisinage avec le Brésil, les Antillais viendront contribuer à son essor. Faciliter et assister l'émigration vers la Guyane ne serait que gagner du temps sur une évolution qui paraît évidente.

LE DEBAT POLITIQUE

Et les institutions politiques ? Autonomie ou départementalisation ? Indépendance ou maintien dans la communauté nationale ? Dans le cadre limité de ce bref article bornons-nous à observer que le débat est faussé. Faussé car le « courant » séparatiste martiniquais n'est, en

aucun cas, représentatif d'une aspiration réelle et on le trouve plus facilement propagé à partir de quelques universités métropolitaines qu'au sein d'une population qui se sent pleinement française. Faussé car les mots perdent de leur valeur face à certaines réalités.

Qu'on le veuille ou non, la départementalisation est autant synonyme de progrès que d'échecs. Quant à l'autonomie, on ne peut sérieusement affirmer que son instauration en d'autres territoires français ait changé profondément la vie locale ou contribué à une meilleure résolution des problèmes posés. S'il convient de briser le centralisme parisien, ce sont tous les peuples de France qui devront bénéficier ensemble des libertés retrouvées et cela implique nécessairement un changement institutionnel au niveau de l'Etat.

Pour l'heure, il importe que la Martinique cesse d'être un département oublié. Différentes réformes peuvent être proposées et certaines le sont depuis longtemps : suppression des monopoles de transports, réorganisation des pêcheries, refonte du commerce de gros, réforme

agraire et création d'industries adaptées. Enfin une véritable politique de rénovation culturelle est aussi souhaitable, tant pour les Martiniquais que pour la France tout entière, la Martinique étant l'un des postes avancés de notre culture au Nouveau-Monde. Un tel programme suppose, il est vrai, de nombreux efforts. Mais qui pourra prétendre faire le bonheur de millions de Français s'il n'est capable de réaliser celui de 342.000 d'entre eux ?

Dès la parution de ses premiers numéros, la NAF soulignait que le problème humain des D.O.M. était le sien (2). Ce serait l'honneur des militants royalistes de le prouver chaque fois que l'occasion s'en présente sur leurs lieux de travail comme dans l'université.

J.-A. MOURGUE.

(1) Martiniquais, Louis T. Achille a enseigné à Howard University aux Etats-Unis avant de se fixer à Lyon comme professeur.
(2) Cf. N.A.F., n° 8 du 23 juin 1971.

la bretagne veut vivre

Soudain « ils » s'apitoient sur le sort des Bretons ! Cela devient un devoir national que de sortir la Bretagne de son isolement. Le roc occidental dont peut parler Glenmor va être désenclavé. Et Trémargat (Côtes-du-Nord cornouaillaise) va enfin avoir une route goudronnée qui reliera le bourg aux autres communes. Cela fait vingt ans qu'ils l'attendent leur route, les gens de Trémargat, isolés, là-haut dans la montagne (altitude : 120 mètres).

Mais c'est un rêve. De route, il n'en est pas question. Lorsque le ministre de l'Intérieur exige que tout rentre dans l'ordre, lorsque la radio fait tous les titres de ses journaux sur les mesures prises pour établir rapidement des liaisons, lorsque Lombard, lui-même, président du CELIB, réclame le rétablissement immédiat des relations, il s'agit de télévision.

LA BRETAGNE SANS « TÉLÉ »

L'objet de la pitié parisienne est révélateur : la Télé. Il semble que ce soit l'essentiel des liens que la France, c'est-à-dire Paris, entretenne avec « le reste ». Les réactions gouvernementales ne nous font pas croire autre chose. En ce sens le F.L.B. a fort bien choisi son objectif : il a attaqué le pays légal dans son principal instrument de récupération.

La Télévision nationale est le symbole le plus apparent d'un nivellement culturel destructeur et oppressif. Non qu'elle soit plus mauvaise que l'Education nationale, ou que la Presse parisienne, mais son influence presque exclusive s'exerce à longueur d'années dans tous les foyers. Elle est le symbole de la disparition de l'identité des peuples par la conformité qu'elle provoque. Elle est le symbole de l'insulte du pouvoir jacobin à la Bretagne avec les 90 secondes qu'elle accorde chaque semaine à la langue bretonne.

LE PROBLEME DU DOPAGE

Le régime pensait avoir calmé les Bretons. En douze ans, depuis les grands mouvements de 1952, la Bretagne a reçu beaucoup d'argent. Il faut le reconnaître. Et le dénoncer. Car l'utilisation qui en a été faite a enfoncé plus encore la Bretagne dans son état. La renaissance d'un pays ne se fait pas seulement avec de l'argent.

On a construit des routes, bâti des ports, accordé aux marchandises un tarif S.N.C.F. préférentiel, décentralisé des usines. Mais les campagnes se vident et avec un siècle de retard il se forme un sous-prolétariat ouvrier « campé aux portes de la cité », les jeunes diplômés s'exilent plus nombreux encore, l'agriculture et la pêche sont livrées à la bureaucratie européenne. Jusqu'à la nature qui se rebelle : remembrement incohérent que l'on dit responsable de la catastrophique inondation de Morlaix, pollution qui détruit les rivières et les huîtres ! La revendication économique demeure, d'autant plus exacerbée qu'on avait créé de faux espoirs.

La revendication culturelle se développe. Devant le danger de dépersonnalisation — Télévision par exemple — des réactions spontanées éclatent. A l'Université de Haute-Bretagne, à Rennes, on a dû doubler les cours de celtique. Les émules de Stivell sont nombreux, même en pays gallo. La communauté bretonne résiste.

IMAGINER

Bien souvent on ne passe pas impunément d'un demi-chômage à la terre à un travail d'usine avec chaînes de fabrication, pointeau et prime de rendement. D'où de multiples conflits sociaux comme ceux des abattoirs tout dernièrement. Ces conflits partiels ressortent bien du heurt entre deux sociétés. L'une qui fait place aux hommes et à leurs différences, l'autre qui ne parle que profits et standardisation. Le Monde (1), avec justesse, a souligné que les Bretons étaient moins unis qu'en 1952, mais il ajoutait qu'ils donnaient « l'impression de marcher vers l'avenir à reculons ». Pourquoi ne pas faire en sorte que les Bretons soient les « avant-gardistes » d'un nouveau type de civilisation ?

Avec les différences qui s'imposent, la situation en Martinique, celle de l'Alsace, celle de la Corse révèlent le même désir des peuples. Pouvoir enfin s'exprimer, vivre, s'épanouir, gérer eux-mêmes leurs propres affaires. Ah, la socio-gestion, quel beau mot ! Mais la République jacobine, de qui tout procède, n'est pas près d'accorder à Trémargat sa route goudronnée.

J.-M. BREGAINT.

(1) Le Monde du 20 février.

vers les présidentielles

SUITE DE L'EDITORIAL

Les gestionnaires de la République pompidolienne se succèdent donc à eux-mêmes, charriant comme par le passé leur mollesse dans l'action, leur faiblesse dans l'imagination et les divisions qui minent depuis longtemps le régime. On peut donc parier que le nouveau gouvernement ne fera pas taire les querelles nées de l'impuissance politique et des impatiences politiques : Giscard continuera de guetter et d'être guetté, Chaban continuera de manœuvrer dans les coulisses, tandis que de nouveaux affrontements se préparent au Parlement, qui révéleront une fois de plus les divisions de la majorité. Ainsi M. Foyer, en dénonçant le caractère criminel de la législation de l'avortement, a averti le gouvernement que le vote d'un tel projet de loi aboutirait à l'écoulement de la majorité. Voilà qui réduit à néant la chansonnette

unitaire, et qui démontrera peut-être que le cynisme, le scandale et le crime ne restent pas toujours impunis.

Le remue-ménage des dix derniers jours n'aurait-il donc abouti qu'à la constitution d'une équipe guère différente, affrontant les mêmes problèmes avec les mêmes méthodes, au nom des mêmes ambitions ? Si tel était le cas, nous ne donnerions pas cher du « système Pompidou », incapable d'agir sur lui-même comme sur le pays dont il tente d'assurer la gestion. Mais il y a peut-être d'autres raisons à cette opération, autrement plus sérieuses que celles invoquées en public. Ce n'est peut-être pas un hasard si le remaniement s'est effectué au détriment des ministres les plus « gaffeurs » et les plus contestés. Ainsi Malaud, aux étranges et inquiétantes obsessions. Ainsi Druon qui, après avoir dressé contre lui toute l'intelligentsia, n'avait

cessé de faire preuve d'une étonnante nullité. Ainsi Marcellin, qui porte la responsabilité de l'affaire du **Canard Enchaîné**, et de bien d'autres choses encore...

Tout se passe comme si on avait voulu écarter ceux qui pouvaient nuire à « l'image de marque » du régime : assurément, MM. Chirac et Peyrefitte font mieux dans le tableau. Si l'on ajoute à cela la création d'une « délégation à l'information » et la nomination de M. Frey à la présidence du Conseil Constitutionnel — qui compte désormais six anciens ministres de la V^e République — il est permis de prêter au pouvoir des intentions tout autres que celles qu'il affirme. Un gouvernement plus présentable, une propagande mieux faite, un Conseil Constitutionnel bien en main (souvenons-nous de son rôle en 1969), voilà beaucoup d'atouts rassemblés en quelques jours, pour un jeu qui pourrait se situer sur le plan électoral. Ce n'est bien sûr qu'une hypothèse, l'autre étant que le régime n'est plus capable du moindre sursaut.

Bertrand RENOUVIN.

histoire d'une psychose

Le rideau de fer. La « doctrine Truman ». Le « coup de Prague » et le blocus de Berlin, la guerre de Corée : un quart de siècle déjà, ou peu s'en faut. C'était le temps de la guerre froide, avec ses moments de tension et ses affrontements réels, dont on connaît bien les étapes diplomatiques et militaires. Mais se souvient-on, au-delà des traités et de l'histoire des combats, de l'affaire Kravtchenko, du procès de David Rousset, des campagnes de presse de **Carrefour** ou de **Collier's** ? Autant d'événements révélateurs d'un climat, caractéristiques de cette « grande peur » que François Fontvieille-Alquier analyse dans son dernier livre (1).

Un livre qu'on trouvera peut-être trop long, un peu confus, et parfois superficiel. Mais on n'analyse pas une panique comme un traité diplomatique, et l'esprit du temps se retrouve parfois mieux dans les textes obscurs et dans les affaires mineures que dans les ouvrages des grands mémorialistes. Car il s'agit bien, entre 1946 et 1953, d'une panique collective, avec tout ce que cela peut contenir d'irrationnel, de fou, d'aveugle. Avec la violence meurtrière qu'elle suscite, en même temps que des réflexes de fuite vers les havres protecteurs ou prétendus tels. Avec, aussi, ses tragédies et ses comédies. C'est le secrétaire d'Etat américain à la Défense, James Forrestal, qui se suicide dans une crise de folie. C'est l'hystérie maccarthyste. C'est l'affaire des pigeons voyageurs de Jacques Duclos. Mais aussi le Plan Marshall, la C.E.D. et le Pacte Atlantique : si Kravtchenko, le Russe qui a « choisi la liberté », si Mac Arthur et « Ridgway-la- peste » sont aujourd'hui oubliés, nous ne cessons de subir les conséquences diplomatiques, économiques et militaires de cette grande peur de l'après-guerre.

OMBRES MENAÇANTES

Faut-il s'en moquer, aujourd'hui que le danger est passé ? On peut sourire, sans doute, du délire hallucinatoire d'un Jules Moch, ou des obsessions des dirigeants italiens de l'époque. Mais Berlin, Prague et la Corée, crises réelles quelles que soient les responsabilités, étaient sur l'Occident leurs ombres menaçantes : le blocus de l'ancienne capitale allemande aurait fort bien pu être considéré com-

me un « casus belli », et la guerre de Corée dégénérer en conflit mondial. Mais surtout, comme le montre Fontvieille-Alquier, la peur régnait aussi au Kremlin comme en témoigne le fameux « complot des médecins ». Ne pouvait-elle provoquer, là aussi, d'irrationnels réflexes d'agression ?

La paix n'était donc pas certaine, entre les alliés de la veille, mais la guerre, comme on l'a constaté, n'était pas non plus inscrite dans la logique de l'époque. On sait que, depuis qu'il avait proclamé sa théorie du socialisme dans un seul pays, Staline se souciait moins des progrès de la « subversion mondiale » que du devenir de la Russie. Et que, ce faisant, il avait repris à son compte la politique tsariste du glacieux protecteur et de l'accès aux mers chaudes. Ces objectifs atteints, pourquoi se serait-il soucié de communiser la France, l'Italie ou la Chine ? Ne soutint-il pas pendant longtemps Tchang Kai Tchek, et, pendant la guerre, le roi de Yougoslavie ? Et certains n'affirment-ils pas que la guerre de Corée fut une provocation à l'égard de... Mao Tsé Tung ?

L'adversaire était donc surestimé quant à sa volonté subversive, et ses objectifs réels méconnus. Erreurs de jugement explicables dans le climat de l'époque, mais qui ont eu les plus lourdes conséquences : soumission des gouvernements de la IV^e République aux Etats-Unis ; tentative — heureusement avortée — de **Communauté Européenne de Défense** ; mythe européen renaissant de cette grande peur et qui, aujourd'hui, n'en finit pas de mourir. Sans compter les innombrables interventions de la CIA dans les affaires françaises, dont la création du syndicat « Force ouvrière » est un exemple significatif.

LA VICTOIRE DES MARCHANDS

Les communistes français eurent beau jeu de dénoncer cette hystérie et l'engrenage qui entraînait les pays d'Europe vers l'impérialisme américain. Mais Fontvieille-Alquier montre bien que, dans ces années de l'immédiate après-guerre, l'aveuglement, la surdité et le délire étaient des choses équitables partagés : le culte de Staline, la chasse aux sorcières titistes, le refus de reconnaître la réalité concentrationnaire soviétique disqualifiaient le Parti dans le procès qu'il intentait sous couvert tri-

colore, aux partis « bourgeois » et à leur protecteur d'outre-atlantique. Il s'efforce aujourd'hui de faire oublier cette triste période d'égarement intellectuel et affectif. Il ne le peut cependant tout à fait : le second « coup de Prague » et l'affaire Soljenitsyne — qui s'expliquent par des nécessités propres à l'Empire — ont ravivé les plaies et réveillé trop de souvenirs, malgré la détente amorcée après la mort de Staline et confirmée par les accords Nixon-Brejnev de 1973. C'est pourtant bien la **victoire des marchands** que ces derniers célèbrent, en même temps que leur volonté de maintenir le partage tacite effectué à Yalta : voici les géants devenus complices, après une longue période où la terreur atomique leur servait de sagesse.

Il reste que, malgré l'évidence du condominium soviéto-américain, l'esprit de la guerre froide demeure chez beaucoup, soit par intérêt, soit par une aveugle conviction. C'est bien par intérêt que les Etats-Unis pratiquent le chantage au retrait de leurs troupes en Europe, qui leur assure une dévotion sans faille. C'est bien par intérêt que l'UDR, en période électorale, pratique le chantage à la subversion communiste, toujours bénéfique sur le plan des suffrages. Mais il y a aussi les convaincus, qui pensent et agissent comme si les cellules du Parti fourbissaient leurs armes, dans l'attente du déferlement des blindés russes sur l'Europe. Ceux-là ne font peur qu'à eux-mêmes, refusant de voir les signes de sclérose du parti qu'ils dénoncent et les facteurs de désintégration de l'Empire soviétique. En retard d'une subversion comme on l'était autrefois d'une guerre, ils sont les jouets des Etats-Unis, de l'euro-péisme et du parti au pouvoir, qui exploitent sans vergogne ces anciennes frayeurs. Il n'est pire erreur, en politique, que de se tromper d'adversaire : on s'épuise à combattre les ombres, sans voir que les faux frères s'apprêtent à vous frapper dans le dos. Ainsi va, aujourd'hui, l'anticommunisme primaire, à jamais figé sur un champ de bataille abandonné, et qui recommence inlassablement les fautes commises au temps de la guerre froide.

B. LA RICHARDAIS.

(1) François Fontvieille-Alquier : La Grande Peur de la guerre froide - 1946-1953. (Robert Laffont).

Avec l'entretien que nous accorde cette semaine François Perroux, nous poursuivons le débat sur « Le Projet royaliste » amorcé fin janvier par l'historien Philippe Ariès.

On verra que les idées-force exprimées ci-dessous rejoignent nombre de nos analyses quant à la réalité de la nation et à la spécificité du pouvoir politique. Le débat se nourrira des questions soulevées par François Perroux.

Rappelons que tous nos lecteurs peuvent participer à ce débat en nous écrivant.

N.A.F. — Vous avez lu « Le Projet royaliste » de Bertrand Renouvin. Qu'en pensez-vous ?

F. P. — Prédiposé à une sympathie accueillante par diverses circonstances, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt le livre de Bertrand Renouvin. Son ouvrage respire le patriotisme le plus incontestable, et le récit qu'il fait de son pèlerinage vers la réalité royale est, plus d'une fois, émouvant.

Cela me permet de dire ce que je pense de l'aspect historique et présent de la réalité et de l'exigence du politique. Je dis **politique d'abord**, et le fonde sur deux analyses qui sont de mon métier.

En premier lieu, le capitalisme est une combinaison de grandes et très grandes unités. Il suffit d'ouvrir les yeux pour s'apercevoir que la régulation de l'économie d'une part par des mécanismes quasi-automatiques, d'autre part par le lien entre l'offre du producteur et la demande du consommateur final a disparu aujourd'hui. Nous sommes en face d'oligopoles — pour employer le jargon — et même d'oligopoles concentrés. Cela veut dire une chose simple : dans nombre d'industries, la forme typique est un petit nombre de très grands. Ce petit nombre peut pratiquer soit une concurrence irénique qui les fasse s'accommoder l'un l'autre d'un équilibre de prix pas trop instables, soit une concurrence agressive qui implique lutte par l'innovation et par tous les moyens du capitalisme financier. Quoi qu'il en soit, dans les deux cas on ne peut attribuer aux prix le rôle de régulateur qu'on leur attribuait autrefois.

La « vérité » des prix doit être mise au pilori. Que sont en effet les prix dans la France de 1974 ? Beaucoup sont réglés par les Pouvoirs publics, tous ceux qui concernent les produits alimentaires. D'autres sont fixés pour les services publics, discutés au ministère, et appelés suivant les préférences du discours, programme de stabilité, programme de progrès...

N.A.F. — Y a-t-il unanimité sur les conclusions pratiques qui en résultent ?

F. P. — Nous en sommes loin. Certains pensent encore qu'un pouvoir politique très instable peut stabiliser un capitalisme qui a perdu sa détermination. Ainsi de jeunes exégètes des textes américains ou anglais, du reste souvent mal compris, estiment qu'une sorte de démocratie « contenant les traits les plus contestables de la « démocratie » américaine convient parfaitement à l'organisation des grandes unités économiques et de leurs groupes.

En fait, il faut poser le problème de la régulation politique des grandes unités qui ne peuvent recevoir leur loi et leur norme ni des consommateurs, devenus serfs, ni de la douce plaisanterie relative au « mécanisme » des prix. Un pouvoir politique, je ne dis pas indépendant — il n'y a pas d'indépendance en ce monde — mais tenant soigneusement ses distances à l'égard des intérêts économiques est une des exigences de notre temps et de la forme d'économie dans laquelle nous vivons.

Le second point de mon analyse concerne le pouvoir politique. J'ai écrit naguère que, pour le moderne héritier de la méditation sur le Politique, commencée à Jérusalem, poursuivie à Athènes puis durant le Moyen Age français, et soumise à critique et approfondissements au XVIII^e siècle — avec plus de négativité que de principes de construction — le pouvoir politique comporte l'exercice de trois fonctions de base. Et cela quel que soit le credo social et religieux et la prise de position analytique de celui qui parle de pouvoir politique.

Tout d'abord **garder**.

La politique commence au niveau des relations élémentaires dans les groupes humains. Celui qui même à un échelon modeste, a exercé un pouvoir et de surcroît un pouvoir politique, sait très bien que ce qui lui est confié c'est un ensemble de libertés humaines et les conditions de réalisation d'une œuvre commune. Par conséquent, il serait vain de cantonner le Politique dans un strate social, dans une région de la société. Tout le monde a lu Vilfredo Pareto ; j'espère que c'est pour refuser son type d'analyse qui est celui d'un ingénieur assez méprisant pour le peuple dont il parle et entièrement fermé à un certain nombre d'enseignements de notre civilisation qui ne doivent pas être perdus.

Ensuite **promouvoir**.

Alors là, la confusion est totale dans beaucoup d'esprits. Ainsi, un libéral pur, M. Julia, a écrit un livre sous le titre : « L'Etat ce néant ». Je lui en demande bien pardon, mais c'est M. Julia qui représente, avec éminence, ce néant ! Le pouvoir suscite, le pouvoir aide à naître, le pouvoir désigne des lignes de recherche après s'être entouré de tous les conseils qu'il faut ; le pouvoir résiste aux sollicitations de l'administration ; il est plus qu'un arbitre.

Enfin, on parle d'un **minimum d'Etat** et d'un **minimum de pouvoir**. D'abord, ce n'est pas synonyme. Ensuite, si je regarde l'organisation de l'économie moderne, je me demande comment l'Etat pourrait se dispenser d'un appareil de présence.

N.A.F. — Cet appareil de présence implique-t-il la négation de la région et du pouvoir régional ?

F. P. — Il y a un certain régionalisme que, pour ma part, je respecte beaucoup — étant lyonnais de naissance et parisien par obligation — mais que je vois mal se substituer aux réalités. Ce sont les réalités régionales qui doivent être réanimées et à qui l'on doit communiquer une inspiration. C'est une question complexe.

On peut concevoir trois façons d'envisager la région. Ce peut être une **structure homogène**, première forme selon certains, d'un espace économique ; alors il n'y a pas de région, car l'espace homogène n'existe pas. Ou encore un **espace polarisé** : un certain nombre d'hommes, de ressources subissent les effets d'attraction d'un centre et bénéficient des effets de diffusion de ce centre (l'emploi ce terme pour être aussi général qu'il est pos-

entretien

sible). Prenons par exemple les espaces industriels du Nord-Est français. Ce qu'ils reçoivent et ce qu'ils émettent ne se limite pas au Nord-Est géographique. Il faut en effet distinguer les espaces économiques et les espaces territoriaux, et trouver comment organiser des pouvoirs sur les centres (ou pôles) et des pouvoirs concernant une population fixée dans une région territoriale. Enfin c'est l'espace comme **contenu de plan**. Ce sont des espaces économiques ou des espaces territoriaux qui sont soumis à l'action organisatrice d'une volonté. Un plan souple définirait des espaces d'action en France et des espaces de l'hexagone dans le monde. Il n'imposerait pas des camisoles de force aux initiatives individuelles. Ce plan permettrait la coordination des desseins économiques, sociaux et culturels. Cette vision des choses ne m'apparaît pas tellement dans votre livre où vous semblez revenir à la conception de la bonne vieille région.

N.A.F. — La définition d'espaces d'action de l'hexagone dans le monde est sous-tendue par la persistance de la nation comme cercle politique fondamental.

F. P. — Je crois à la persistance des nations. L'Europe soumise à un Parlement n'est pas seulement irréalisable ; elle procure un slogan pernicieux. Je me demande cependant si votre analyse de la réalité de la nation comme foyer culturel, comme ensemble de pôles de développement et comme centre de volonté politique correspond à quelques progrès assez récents. La France n'est pas dans l'hexagone. Vous semblez très bien le comprendre quand vous parlez d'une sorte d'alliance des moyennes nations. Mais il faut organiser en conséquence la production, les échanges et la diffusion culturelle. Pour tuer la puissance française, il n'y a pas mieux que cette conception d'un équilibre à peine muable entre l'agriculture et l'industrie. La solidité économique, intérieure et extérieure, de la France dépend de son développement industriel. Une industrie puissante, constamment renouvelée, tendue vers l'exportation, mais soumise à des normes politiques de correction et de diplomatie.

N.A.F. — Cela entraîne nécessairement un changement dans les mentalités, et demande un accord de la population.

F. P. — Définir une action politique c'est chercher l'exigence majeure du **mouvement** social et lui donner la forme politique appropriée. La lutte de deux classes, la division de la société en deux groupes moteurs essentiels est un schéma d'interprétation entièrement dépassé. Il est devenu banal de répéter que le groupe des travailleurs se diversifie, se complexifie ; que les managers et une partie des qualifiés et des spécialisés se trouve très bien dans le capitalisme. Quant au groupe des propriétaires des moyens de produire, il est d'une diversité si redoutable que l'on ne peut pas parler de classe.

avec françois perroux

Le mouvement social fondamental est celui de la masse multiclassée. Pour moi, la masse est marquée d'une connotation positive. C'est la ressource humaine de demain, la ressource potentielle. Nous ne pouvons faire quelque politique que ce soit sans la masse, organisée, animée par des groupes énergétiques. Notre pays, l'un des plus complexes dans l'ordre social, l'un des plus diversifiés, l'un de ceux où les classes peuvent souvent être presque confondues avec des milieux, voit se développer les phénomènes de masse et on perd son temps à vouloir les éviter. La masse prend parfaitement conscience de son sort, et elle sent que tout ce qui n'est pas touché par l'industrie déperit.

Car la société de l'abondance, *The affluent society*, n'est pas pour aujourd'hui. Ceux qui nous en parlent, même s'ils s'appellent Galbraith, font sans le vouloir profession d'illusionnistes. Il existe 20 % de pauvres aux Etats-Unis. En France, nous en parlions souvent avec mon ami le syndicaliste Pierre Lebrun, nombreux sont les pauvres que les statistiques savent très mal atteindre. Sans parler de l'immense gaspillage d'hommes et de ressources auquel est confrontée l'économie mondiale.

N.A.F. — Seul donc, un changement radical des orientations, réalisé avec suffisamment de prudence et d'audace en même temps peut permettre de nous en sortir.

F. P. — Nous ne pouvons pas faire mieux, sans faire autre chose. Autre chose c'est l'abandon de la loi de la rentabilité privée comme principe exclusif de l'action et comme mesure exclusive des résultats. Avec ce principe les sociétés feraient monter les vieillards au cocotier ou plus simplement les laisseraient mourir. Je ne suis pas si sûr, du reste, qu'elles ne le font pas actuellement. Des esprits avorteurs sont là pour préparer et commander toutes les formes d'avortement, abandonnant ainsi l'essentiel de notre civilisation temporelle, la préférence pour la vie.

Ces esprits avorteurs ont des procédés que les non-conformistes que vous êtes devriez

dénoncer inlassablement. Soit un problème à résoudre. On en présente un historique nuancé, on distingue dans le problème quelques sous-problèmes, on le coupe en petits morceaux et on commet un très grand nombre d'articles concluant avec enthousiasme qu'il ne faut pas conclure.

François Perroux est économiste, chacun le sait : professeur au Collège de France, directeur de l'Institut de Science Economique Appliquée, ses ouvrages sur l'Economie du XX^e siècle, le Capitalisme, les techniques quantitatives de la planification font autorité. Docteur honoris causa de nombreuses universités étrangères, François Perroux a effectué d'innombrables voyages en Amérique latine, au Japon, au Proche-Orient et à travers toute l'Europe. C'est dire qu'il connaît aussi bien les sociétés les plus développées que l'économie des jeunes nations.

Mais qu'on n'imagine pas un esprit muré dans sa spécialité. François Perroux se définit lui-même comme un « vieil étudiant », ce

à l'Europe allemande » dont j'ai signé les épreuves avant de monter en ligne ; on pouvait lire dans les journaux : « Oui, mais que propose-t-il ? »

On ne peut même pas parler d'académisme, ce serait faire injure au jardin d'Academos. Un

qui indique une curiosité insatiable, soutenue par la volonté d'aller à l'essentiel, mais aussi l'humour et l'irrévérence à l'égard des idées reçues : en un temps où l'économisme triomphe, il n'hésite pas à dire politique d'abord, de même qu'il affirme la réalité de la nation face aux utopies supranationales.

On n'en finirait pas de présenter ses travaux, qu'ils soient économiques, politiques ou philosophiques. Citons simplement, parmi les plus récents, *Aliénation et société industrielle* (Idées NRF) ; *Masse et Classe* (Casterman) ; *Indépendance de la Nation* et François Perroux interroge Marcuse (Aubier-Montaigne) ; *Pouvoir et Société* (Bordas). Nous lui laissons la parole.

Un autre procédé consiste à commenter le commentaire. Un grand esprit disait avant la guerre que nous avions beaucoup plus d'historiens de la philosophie que de philosophes. Nous pourrions dire de même que nous avons beaucoup plus de commentateurs que d'interprètes capables, modestement mais fermement, de prendre position sur un problème rigoureusement posé. Ce qui est grave chez le commentateur de commentaire, c'est qu'il a la conviction que la vérité a une couleur. Elle est grise ! Tout ce qui n'est pas gris n'est pas vrai. Le blanc et le noir sont des teintes heurtées, bonnes pour les simples d'esprit. Le commentateur de l'histoire manie les ruses de l'histoire, moyennant quoi le bon peuple peut continuer de vivre tranquille jusqu'à... la mobilisation générale par exemple ! Je me souviens des commentaires sur mon livre « Des mythes hitlériens

quatrains d'un très jeune ami, dont je réproche l'insolence de page, me revient en mémoire :

« Politique, moral, scientifique, — Ouvert

« A tout ce qui l'accroît, en ce siècle morose,

« L'Argent, de son parfum, empuantit la rose,

« Et sur les reins brisés ajuste l'habit vert. »

Que ces légèretés de plume ne nous écartent pas du dernier point que je voudrais aborder, d'un problème fondamental qui ne me paraît pas traité dans votre ouvrage. Ce pouvoir stable, ouvert à l'universalisme autant qu'aux intérêts de la nation, la monarchie donc, implique la restauration d'un sacré. Le roi était l'oint du Seigneur, il allait retrouver la France et les siens à Reims. Il possédait des charismes, celui d'abord d'être aimé de son peuple. Ce sacré multiforme, qui émeut encore tous les Français, croyez-vous qu'il soit possible de le rendre, comme un trésor, à la nation retrouvée ?

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642 31 Paris

Cette page « Arts » proposée aujourd'hui, vous la retrouverez tous les quatre numéros. Elle sera avant tout une page de recherche, sans esprit dogmatique. Pourront s'y exprimer tous ceux qui désirent, non conserver pour conserver, non détruire pour détruire, mais participer à l'édification d'un art à la mesure de la sensibilité de notre époque qui n'est pas, doit-on le rappeler, celle des précédentes, fussent-elles proches de nous.

Cette action débutera par une prise de conscience de notre part sur l'importance que doit avoir dans notre combat l'art dans toutes ses formes d'expression.

Notre ambition est donc d'abord de favoriser cette prise de conscience et, très rapidement, de participer à l'action artistique ne serait-ce que, dans un premier temps, par nos écrits.

Pierre LIMOUSI.

un anniversaire: jean giraudoux

Giraudoux l'enchanteur ! le précieux ! le poète des mots ! De quels qualificatifs ne vous a-t-on pas baptisé ; certains en voulant être laudatifs, d'autres dans un esprit de commisération et de dédain.

Giraudoux ! vous êtes venu au théâtre en un temps où déjà il n'y avait guère d'auteurs. Vous-même, en étiez-vous un ? Rien n'est moins sûr. Déjà les metteurs en scène, les animateurs aux noms prestigieux de ce temps-là étaient les maîtres incontestés. Ce fut peut-être, paradoxalement, votre chance : elle se nomma Juvet, et ce patron de théâtre, qui ne vécut que pour son art, sut donner de la chair, de la consistance à vos œuvres si légères par leur construction et par leur langage. Vous vous prîtes au jeu, et les pièces se succédèrent, formant une œuvre unique dans le théâtre français : œuvre où le grave, le sérieux des thèmes se dissimulaient sous l'élégance du vocabulaire et derrière une construction dramatique ressemblant davantage à des paravents mis bout à bout qu'à une forteresse comme d'autres surent en élever pour y protéger leurs idées.

Il est de bon ton dans un certain monde théâtral de vous dire dépassé ; de ne voir en vos pièces, au mieux, que d'aimables divertissements passés au soleil de la postérité, telles de pâles aquarelles. Il faut certainement une intelligence du cœur pour vous apprécier à votre juste valeur : un homme qui n'osa jamais se prendre au sérieux ; et c'est peut-être ce qu'on vous pardonne le moins en un temps où certains créateurs se donnent des airs de démiurges refaisant le monde.

Ceux qui, loin des systèmes sclérosants et des modes prétentieuses, sont encore sensibles à la magie de votre langage, tout en découvrant sous le brillant des mots la précision de votre pensée, savent bien ce qu'ils vous doivent : le sens de l'humain, de la mesure et une certaine leçon de vie, dont chacun peut faire son profit tout en étant conscient de vos limites. Car votre œuvre a les siennes, tout comme un jardin à la française. Mais ces préceptes de comportement vis-à-vis de l'amour, la mort, l'argent, en un mot la vie, nous en avons plus que jamais besoin. Peut-être, si nous parvenons un jour à bâtir la civilisation que nous désirons, nous seront-ils alors moins utiles ; mais pour l'instant présent, nous ne saurions manquer de vous emprunter quelques-uns des contre-poisons aux maux de notre aujourd'hui.

Pierre LIMOUSI.

place des arts

Tu as raison. C'est tout.

— Que le poète vous préserve des idées.

— Méfiez-vous de l'intelligence.

— Du cœur. C'est ça.

Le bourgeois : traverser en dehors des clous, c'est son western. Deux doigts d'alcool dans son régime, la poésie lui appartient (Ah ! Ah ! Ah ! Ricanements). Son vice, l'amateurisme : la porte ouverte à toutes les licences.

Oter le jard, leur illusion. Toute forme d'amour est une forme d'oubli. Détruire.

Tremper la plume dans le fiel. Pas dans la cervelle. L'art n'élève pas l'homme, mais lui permet de se retrouver. Les œuvres sont des médiums pour les gens incapables de voir un être humain.

On ne s'applique pas, on ne s'improvise pas poète. On naît poète et on en meurt. Comme on naît flic ou fonctionnaire.

Pour un langage subversif. Ecrire ce n'est pas chanter, ce n'est pas écrire. Chanter, parler, écrire, ne font qu'un. Crier.

Chant ou cri. Il n'y a que le cri. Le temps des best-sellers n'est pas celui de la littérature.

Jetiez ces litanies, papiers torchoirs, embrouillaminis prétentieux, pour expliquer ce qui doit être. Incapables d'être.

— Je n'ai jamais trouvé une âme sous mon bistouri.

— Et un con ? Pourtant ça existe.

La trompette de M. Druon passera comme le clairon de Déroulède. Bouchez-vous les oreilles : le binou de l'indigent zélé est du même acabit.

Apostrophe

Il dit, c'est le poète. Il répète, c'est l'imbécile.

Souffleurs, accommodés d'idées, quelle épave calcinez-vous dans votre casserole.

Mastiquez, chiez, le poète perd ses dents.

Caméléons, bidons, volez, gâtez, vos griffes ne sont pas des ailes. Votre tirelire sonnera toujours le vil argent.

Dans votre douillette, vous ne pourrez qu'être au Gotha, briguer le Panthéon.

Les voleurs de paratonnerres ne manient pas la foudre. Vos cataclysmes sont des éternuements.

Michel NAU.

jean paulhan, chercheur d'or

Beaucoup de Parisiens ne s'en rendent peut-être pas très bien compte, mais vivre à Paris en mars 1974 constitue un immense privilège, à certains égards unique. Si l'on remplit cette condition on peut en effet aller visiter l'exposition consacrée à Jean Paulhan à travers ses peintures (1).

Cette visite apporte des clés — les plus précieuses qui soient — pour la compréhension de la littérature et de la peinture française contemporaines.

On sait qu'après des études chinoises Jean Paulhan se rendit à Madagascar enseigner le français et chercher des gisements aurifères. On sait aussi qu'il s'en revint en France pour être professeur de malgache à l'Ecole des Langues Orientales. On sait enfin que devenu secrétaire général de la N.R.F. il passera de longues années à la recherche et à la trouvaille des talents littéraires les plus rares et les plus différents.

Néanmoins cette exposition révèle ce que beaucoup ne connaissent pas : l'histoire d'une partie de la chasse au trésor. Et si cette chasse ne vaut peut-être pas mieux que les prises, elle vaut assurément autant qu'elles.

Jean Paulhan aura été le prophète de trois peintres de première importance : Braque, Dubuffet, Fautrier. Il faudrait une encyclopédie entière pour décrire ces œuvres et relater leur interprétation. Limitons-nous à signaler une étonnante lettre de Jean Dubuffet (pièce 115 du catalogue) qui esquisse ce que nous désignerons, faute de mieux, de théroie du « classicisme » chez Paulhan et Dubuffet.

Dans Braque le Patron, Jean Paulhan présente une grande peinture de façon sans doute définitive : « Il (Braque) sait que le peintre doit extrêmement se défier des sensations, et de la nature apparente ; mais aussi qu'il doit pourtant s'y confier jusqu'à la modestie folle et au paradoxe : jusqu'à prendre dans ses propos et ses mythes, contre le peintre le parti du tableau. »

Pygmalion des lettres et des arts français, Jean Paulhan tient une place spirituelle unique entre Malherbe et Richelieu. Cette riche exposition apporte des moyens de l'expliquer.

J. S.-C.

(1) Au Grand Palais, depuis le 2 février.

salut à cet art...

« Tout ce qui est nouveau est fondamentalement traditionnel ». Elliott.

Après la guerre, Bernanos ramenait du Brésil, avec ses personnages revenant vers l'Enfance et « la petite fille espérance », la révolte, encore la révolte, encore la résistance, encore le combat. Malraux, dans le même temps, contenait une histoire, la sienne peut-être et celle de notre temps, en prononçant « qu'un homme à la fois actif et pessimiste était un fasciste sauf s'il avait une fidélité derrière lui ».

L'un, royaliste, renvoyait à l'autre la révolution, et l'autre, ancien communiste, répondait par une fidélité.

Dans notre monde où la révolution est devenue une technique, et la fidélité un « réactionnarisme » de soldat réformé par le temps, où trouvons-nous encore la possibilité de réunir cette tradition et cette nouveauté ?

Certes, il y a le Politique qui, au-delà de l'individu, doit nous renvoyer à la Personne, et dont chaque jour doit être un rappel ; il y a la Science qui a fait éclater les déterminismes et par où passe un rayon de foi, tout en laissant une ombre de destruction ; mais il y a aussi l'Art dont l'exemple, l'éducation, est communication, don, regard et « théorie » vers les forces vivantes de l'univers.

Salut à cet art qui pourrait, lorsque le monde et nos créations se tournent vers nous pour nous connaître et nous faire connaître, répondre à la fois à Malraux et à Bernanos au-delà des philosophies, des politiques, des sciences et des analyses ; car tout regard vers l'art, pour demeurer, doit être au-delà de la simple analyse.

L'Art n'est pas en soi figé dans les signes d'un temps ; « antidestin » ou « destin », il est renouvellement de ces signes sur le chemin d'une tradition qui nous amène et nous conduit.

Certes, ce langage agacera encore les fossoyeurs recyclés dans la récupération — comme s'il s'agissait de vieille ferraille — des gestes et des toiles passées, les « déparleurs de la technique de peintres ratés », ou ceux qui croient que l'épuisement des signes est la faute des critiques d'art.

Est-il aussi utile d'ajouter que la peinture abstraite date de 1910 et dure depuis plus longtemps que beaucoup d'autres mouvements ?

L'art moderne, et particulièrement celui d'un de ses maîtres, Georges Mathieu, part d'une logique intérieure rigoureuse et d'une parfaite compréhension métaphysique du monde, s'ouvre vers l'extérieur dans la vitesse, dans une « esthétique du cri », dans le jeu et dans la fête.

Cet art, naissance du monde en nous, dépasse singulièrement l'individu pour toucher ce que Mathieu nomme « le privilège d'être ». Est-il étonnant alors qu'il parle de Révolte et de Renaissance, que son œuvre témoigne de cette fidélité créatrice, et que, peu à peu, au-delà de l'esthétique, l'œuvre de l'artiste devienne Ethique.

Pour nous qui sommes partis de la nation et de son enseignement, permettant de saisir « l'être à partir de l'être » dans le combat de la cité, ne devons-nous pas nous taire et regarder ces œuvres (1) qui pourraient se trouver en 1974 aussi bien dans une cathédrale gothique qu'autour des bassins de Versailles, que dans une décoration au goût du jour ; et voilà ce qu'il nous dit : « Dans cet avenir où ceux qui ne savent plus se mépriser ne cherchent que des oreillers dorés pour traverser le plus silencieusement possible leur nuit hypocrite, braquons tous les projecteurs sur cette sécurité et cette abjection où règne l'argent, tombeau des rêves et des passions, où les vocations ne montent plus qu'à l'échelle de la réussite, où le conformisme des modes engouffre ce qui reste de singularité vivante, et opposons à la société présente un refus total » (2).

TURENNE.

(1) Mathieu, par D. Guignon-Fleuret. (Flammarion).
(2) De la Révolte à la Renaissance. Idées (N.R.F.).

réunions rennes

Le vendredi 8 mars à 20 h 45, conférence de Bertrand Renouvin sur le « Projet royaliste ». A l'issue de la conférence, l'auteur dédicacera son livre.

La réunion aura lieu Grande Salle du Restaurant Sanguy, 18, place des Lices à Rennes.

CLERMONT-FERRAND

Mardi 12 mars à 20 h 30, conférence de Bertrand Renouvin sur le thème « Le Projet royaliste », à l'issue de la conférence l'orateur dédicacera son livre. La réunion aura lieu dans les locaux de l'Union Royaliste du Centre, 23, rue Blatin.

TROYES

Samedi 16 mars à 20 h 45, conférence de Bertrand Renouvin sur le « Le Projet royaliste ». La réunion aura lieu dans la salle du Butat, 50, rue de Turenne.

PARIS-7°

Le jeudi 14 mars à 20 h 45 chez Mme B. de La Laurencie, 7, avenue de la Bourdonnais (3° droite) réunion sur le thème : « Quelle action royaliste dans le 7° arrondissement ? »

les mercredis de la n.a.f.

Les prochaines réunions des mercredis de la N.A.F. auront lieu :

Mercredi 20 février : la Croissance en question, par Arnaud Fabre.

Mercredi 6 mars : La Défense Nationale, par Bertrand Renouvin.

Mercredi 20 mars : les nouvelles utopies, par Gérard Leclerc.

Ces réunions toujours suivies d'un débat ont lieu à 21 heures, 12, rue du Renard (métro Hôtel-de-Ville). Il est recommandé d'y amener sympathisants et amis.

RESEAU DE DISTRIBUTION

BLOIS

« Le Projet royaliste » est en vente :

— Maison de la Presse, rue du Commerce.

— Kiosque du Centre Commercial de Blois 2.

« Arsenal » est en vente :

— Maison de la Presse, rue du Commerce.

La N.A.F. est en vente dans les principaux kiosques de Blois, ainsi qu'à Vineuil et la Chaussée Saint-Victor.

PARIS-18°

— Kiosque face 132, boulevard de Clichy.

— Kiosque face 53, avenue de Clichy.

— Librairie, 43, avenue de Saint-Ouen.

— Librairie, 72, rue J.-de-Maistre.

— Librairie, 111, rue Caulaincourt.

— Librairie 36, rue Doudeauville.

COMMUNIQUE DU COMITE « SAUVER PARIS »

Parisiens, savez-vous que l'avenir de Paris se joue en 1974 ?

- voie express rive gauche ;
- autoroute « radiale Vercingétorix » vers Maine-Montparnasse ;
- super-périphérique ;
- axe nord-sud qui recouvrirait l'emplacement du canal Saint-Martin ;
- nouveaux secteurs de rénovation totalisant 60 tours supplémentaires.

LAISSERONS-NOUS DETRUIRE PARIS ?

Comme nous, vous ne voulez pas que Paris soit ceinturé de tours de 17 étages, quadrillé d'autoroutes et de voies express.

Contre une situation qui s'aggrave sans cesse, venez faire entendre votre voix ! Pour SAUVER PARIS, soyez vigilants, informez-vous !

VENEZ NOMBREUX

le mercredi 13 mars à 20 h 30, Mutualité (salle B), 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris.

Réunion organisée par :

S.O.S. Paris.

La Fédération des usagers des transports.

L'Association nationale des « Droits des Piétons ».

Les Amis de la Terre.

Le Comité « Sauver Paris ».

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F

Abonnement un an : 55 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

2 naissance et violence

Que peut bien enseigner l'enfance à Bernanos et à Maurras qui intéresse leur philosophie politique ? (1) Cette chose essentielle qu'une tendre providence les a comblés depuis l'origine, qu'ils n'ont rien qu'ils n'aient reçu des cercles sociaux dispensateurs de la vie, de la subsistance, du langage... De là cette conséquence de l'ordre de l'évidence, tirée par l'enfant de Martigues : « Nous sommes des "nous" bien plus que des "moi" ; ces "nous" font une chaîne très longue, mais très serrée, et c'est en nous efforçant de la concevoir que nous avons chance de reconnaître notre nature et pouvons la saisir dans ce qu'elle a de simple et de sûr. »

Rien n'est moins sartrien. L'idée que Sartre se fait de l'individu comme liberté exclut toute dépendance héréditaire, historique, sociale. Raymond Aron a évoqué ses longues heures de controverse avec son ancien camarade de la rue d'Ulm où celui-ci ne voulait pas en démordre : « Sartre maintenait sa conception de la liberté, du choix par chacun de son être, en niant toute hérédité psychologique. Le pour-soi commençait en tant que liberté vide. Je lui répondais : "Tu n'as jamais regardé un enfant" ». Poussant plus loin encore le paradoxe, l'auteur de *l'Être et du Néant* va jusqu'à refuser le poids du passé personnel qui interviendrait comme limite à une liberté qui n'existe que spontanément pure.

Raymond Aron réplique fort justement à ces sophismes : « J'ai une tout autre expérience de ce que j'appelle aussi liberté. Chacun naît avec son héritage chromosomique, en son milieu, à moitié déterminé ou s'étant déjà à moitié déterminé avant d'atteindre à une conscience théorique de soi. L'effort de libération, je le mets non dans la spontanéité du pour-soi mais dans la décision réfléchie à partir d'un moi-objet qui est, et qui n'est pas, dont je ne suis pas le maître inconditionnel. D'où la dialectique de la liberté et de la fidélité, d'où la brûlure des malheurs que le temps ne guérit pas, d'où le retour de la mauvaise conscience au souvenir des occasions manquées, des fautes commises, etc... » (2).

N'être que soi, n'avoir rien reçu qui vous impose une essence distincte de votre projet ; garder intacte une spontanéité de choix qui refuse la pesanteur des choix passés : ces deux prétentions ont des conséquences politiques inouïes. Elles dérivent toutes deux du refus de prendre en compte le fait de naissance et le cheminement de l'enfant vers sa liberté.

SOPHIE ET SON PETIT PRINCE

Ainsi l'idée de communauté naturelle est pour Sartre un non-sens. Si donc disparaît l'être familial, communautaire et national dont nous surgissons et dont nous vivons, en même temps s'évanouit l'office merveilleux des providences humaines dont cet être est la source inépuisable.

Or, c'est cela qui préside à la pensée politique d'un Maurras. Les familles, les différents cercles communautaires, les nations sont des amitiés. Pour s'en persuader, il suffit à l'homme

mûr ou au vieil homme de replonger dans le trésor de ses souvenirs martégaux. Gratuité pure, générosité, tout est don déposé autour du berceau ou du bout de monde où l'enfant gambade, par un petit peuple empressé où se distinguent bien sûr sa mère, mais aussi cette fameuse Sophie, la servante qui l'appelle « son petit prince » (3).

Condition inférieure que celle de Sophie ? Que non ! « Le plaisir que prenait Sophie à te servir fut-il supérieur, fut-il égal, fut-il inférieur à celui que tu pris à être servi par Sophie ? Te voilà obligé de convenir que la priorité du contentement aura été pour elle et ta réponse détruit tout ce qui se colporte sur l'inégalité sociale des cœurs, elle ruine du tout au tout ce que maint nigaud eût pensé des rapports de Sophie et de son petit prince. » Ces considérations ne résultent pas d'un émerveillement naïf. Elles éclairent en profondeur la condition sociale de l'individu.

Dans cette perspective, les autres ne sont pas d'abord une menace mais une providence. S'ils conçoivent une joie à servir, ce n'est pas égoïsme subtil mais don d'eux-mêmes. Il s'agit de préparer l'enfant à sa liberté, au jour où n'étant plus simple débiteur il pourra lui-même rentrer dans la réciprocité de services que constitue la communauté. Cela ne signifie pas pour autant que l'égoïsme, la cupidité, la volonté de puissance n'interviennent pas pour fausser le jeu, semer partout l'injustice, l'esclavage et du coup la révolte et la haine. Est-ce une raison pour ne pas tenir ferme à ces rapports fondamentaux sans lesquels il n'y a que négation et mort ?

LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE

Précisément, Sartre rejetant au nom de son ontologie de la liberté toute cette « physique sociale », n'aperçoit plus dans le champ de l'histoire que l'affrontement sauvage, la violence. Son deuxième grand ouvrage philosophique, *Critique de la raison dialectique*, ne fait qu'illustrer cette conviction qu'il n'est que la violence pour apporter la libération à des individus totalement aliénés.

Aliénés par qui ou par quoi ? Marx répond : par le capitalisme, qui est lui-même une force inhumaine accidentellement personnifiée par le bourgeois. « Le capitalisme, écrit Raymond Aron, appelait la haine mais non les capitalistes. Sartre fait l'inverse. Il impute aux colons, aux bourgeois, aux projets des uns et des autres l'inhumanité qu'il observe dans le régime colonial ou le régime capitaliste. » Il a sans doute raison dans une large mesure. Les maux du capitalisme ne viennent pas seulement du système (le renard libre dans le poulailler libre dénoncé par les chrétiens sociaux) mais aussi des agents libres (la rapacité du renard).

Faudra-t-il pourtant tuer tous les bourgeois pour se désaliéner ? Une chose est sûre : c'est que la violence est la seule voie d'humanisation. Jusqu'à quand ? Jusqu'au moment où aura pris fin l'exploitation qu'explique la rareté des biens.

Voilà un concept nouveau lié à toute l'analyse de la *Critique*, et dont il nous est ici impossible de reprendre la trame. Simplement, le jour où il n'y aura plus pénurie, la coexistence des

libertés sera possible, pas avant. Pour le moment, il n'est d'envisageable que la révolte et la libre fédération des révoltes dans une révolution.

Que sera cette révolution ? Il n'en sait rien. Impossible de déterminer l'avenir. Cela irait contre la liberté. Son action et sa violence aboutiront-elles ? Il doute de son combat présent : « Tout ce que je fais est probablement voué à l'échec, mais je le fais quand même parce qu'il faut le faire. » (4) Ainsi l'engagement politique de Sartre ne se trouve fondé par aucune croyance. Il est entièrement suspendu à une foi, fidéiste. Alors ?

LE NIHILISME ?

Si la fin de l'exploitation se situe dans un futur indéterminé, il ne reste que la révolte collective, la violence contre les bourgeois, sans trêve et sans merci. Une « certaine idée de l'homme » surplombe malgré tout cette pensée qui sans cela aboutirait au nihilisme pur. C'est son seul garde-fou contre le fascisme, pense très justement Raymond Aron.

Cette certaine idée de l'homme, a-t-elle consistance ? On peut en douter. Sartre ne fera rien pour nous arracher à ce doute. Ne sommes-nous pas, en dernier ressort, injustifiables ? Francis Jeanson termine sa biographie par des remarques qui renforcent notre perplexité.

« S'il se veut radicalement contestataire, ce n'est point que la violence le séduise et qu'il ne trouve son bonheur qu'à s'opposer : c'est qu'il lui semble que nos seules chances de nous inventer en tant qu'hommes résident dans la liquidation, en nous et hors de nous d'un système qui n'est fait que de nos renoncements accumulés. » Qu'est ce système ? Le capitalisme. Alors oui, il est vrai que nous avons à nous libérer et que pour cette libération il faudra des violences utiles.

Par contre s'il s'agit en même temps de « nous délivrer de nous-mêmes, de nos conditionnements et de nos pères » pour inventer une humanité toujours en projet, insaisissable, alors non ! La révolte et la violence deviennent impies, sacrilèges. Elles vont contre ce qui nous fait naître, vivre et mourir. Il n'est de chance de nous libérer des injustices, des haines, de l'exploitation que par un retour aux fondements originels de notre existence. Ce qui implique respect de nous-mêmes appelés à une vocation qui nous dépasse, piété pour nos pères, reconnaissance des humbles médiations sans lesquelles notre liberté ne peut rien.

Entre l'injustice de la société industrielle fondée sur la volonté de puissance, et une révolte sauvage et nihiliste, il est heureusement une troisième voie. Elle est simple et sûre. Il suffit seulement de l'esprit d'enfance pour la reconnaître. Mais tout Sartre s'explique par le refus de l'enfance, refus qui contient tous les autres.

Gérard LECLERC.

(1) Cf. N.A.F., n° 148. Le royaume de l'enfance.
(2) Raymond Aron. *Histoire et dialectique de la violence*. Gallimard.
(3) Cf. les merveilleuses « Quatre nuits de Provence ».
(4) Cité par Francis Jeanson. *Sartre dans sa vie*. Le Seuil.